



Dans le discours patronal et gouvernemental, « libérer le travail » veut dire le plus souvent libérer le capital des contraintes du droit du travail et favoriser l'auto-régulation des entreprises. À rebours de ce discours, Thomas Coutrot soutient que la libération du travail peut être un « avenir désirable » dont la gauche devrait s'emparer.

L'organisation capitaliste du travail transforme les activités productives en un travail ennuyeux, voire dangereux pour les corps et les esprits. Les témoignages autour de la souffrance au travail sont légion. La vague de suicides dans les entreprises ne sont en quelque sorte que l'expression la plus extrême de ce phénomène. Pour l'auteur, il n'y a rien à attendre de l'État :

« La stratégie de l'État émancipateur a échoué. Dans sa version social-démocrate, elle s'est enlisée dans l'accompagnement du néolibéralisme. Sa vision léniniste a engendré un cauchemar pire que le capitalisme » (p. 10).

Plutôt, pour changer la société, il faut changer le travail : « Il ne suffit pas d'accroître les richesses produites : il faut les définir et les produire autrement » (p. 11). Son jugement est sans appel : aucun courant du mouvement ouvrier au XX^e siècle n'aurait pensé des formes réellement émancipatrices de travail, et paradoxalement c'est le patronat qui aurait obtenu le monopole du discours sur l'organisation du travail.

La fin du travail n'aura pas lieu

Dans la première partie de l'ouvrage, Thomas Coutrot dresse un portrait de la situation du

travail et des salarié·e·s aujourd'hui en France, s'appuyant sur ses propres travaux à la Dares^[1], ainsi que sur les travaux les plus récents d'économie et de sociologie du travail.

Le propre du travail vivant c'est son inventivité : même dans des contextes contraints où le travail est prescrit, dont l'exemple paradigmatique est le travail industriel, il y a de l'improvisation et la création de règles autonomes et informelles. En cela, le travail peut aussi être une activité épanouissante ou, comme le dit Marx, développer pleinement les capacités humaines. Mais les statistiques du Ministère du travail citées par l'auteur montrent que le travail contribue au bien-être pour seulement un tiers des actifs en France, tandis qu'il contribue au mal-être pour une petite moitié.

De plus, les accidents au travail et les troubles de la santé – mentale ou physique – contribuent à ce que le travail soit vu comme une activité pénible. Enfin, l'entreprise néolibérale aurait déplacé par le biais de différentes réformes gouvernementales l'axe des relations professionnelles de la branche à l'entreprise elle-même, favorisant l'autorité patronale dans les choix organisationnels. Un des exemples de ceci est l'introduction de nouvelles technologies qui dégradent les conditions de travail et la santé des salariés, à l'image de la commande vocale dans les entrepôts de la logistique, bien documenté dans les médias et par la sociologie du travail.

Quelle place pour le travail dans une économie où une de ses tendances est l'automatisation du travail ? À l'encontre des lieux communs médiatiques et politiques – malheureusement partagés par une partie de la gauche^[2] – Thomas Coutrot dresse un tableau précis de l'étendue et des conséquences de l'automatisation du travail. L'auteur donne un exemple éclairant : les caisses automatiques et le développement du commerce en ligne ont fait craindre la disparition de milliers d'emplois, pourtant l'emploi dans le secteur du commerce a augmenté de plus de 20 %.

En effet, *sur un plan macroéconomique*, « les phases d'accélération de la productivité coïncident en général avec une croissance encore plus rapide de la production, et donc une hausse de l'emploi » (p. 75). Bien sûr, cela ne veut pas dire que certains métiers ne peuvent pas être menacés de disparition en raison de l'automatisation de certaines tâches. Cela veut dire simplement que la « fin du travail » n'aura pas lieu.

Dans la gauche qui se réclame de Marx, le « fragment sur les machines » a longtemps alimenté ces discours sur la fin du travail. Rappelons avec Thomas Coutrot qu'il s'agit d'un manuscrit où Marx n'avait pas de démarche démonstrative (contrairement au *Capital*), où il cherchait seulement à mettre à l'écrit ses propres réflexions. Michael Heinrich invite à juste titre à une lecture prudente du « fragment », et voit même ce texte comme un manuscrit où Marx commet plusieurs erreurs qu'il corrigera finalement dans le *Capital*^[3].

Pour les tenants de la fin du travail, Marx défendrait dans ce texte qu'avec le développement du moyen de travail, le temps de travail ne serait plus la mesure de la valeur et qu'il y aurait une déconnexion entre travail et richesse sociale. Pourtant, malgré le développement du moyen de travail, il y a une permanence du travail immédiat. Le travail peut être réduit à sa portion congrue dans certaines industries – comme dans les industries de process –, il est toujours présent d'une manière où d'une autre :

« Rien n'est produit sans travail humain : même dans les usines les plus automatisées, il faut des opérateurs pour mettre en route, surveiller et réparer les machines » (p. 80).

Dans les industries de forme ou de série, le travail et tout aussi présent dans la mesure où l'automatisation souvent ne fait que redistribuer le travail concret.

On constate aussi une étrange convergence entre les discours patronaux sur l'innovation technologique des GAFAM (acronyme Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les discours de certains marxistes sur le capitalisme cognitif et le travail numérique^[4]. Tous les deux s'accordent pour dire que ces firmes tirent leurs bénéfices du « travail gratuit » fourni par les usagers. Pourtant, l'auteur rappelle que la très grande part des revenus de groupes comme Google ou Facebook ne proviennent pas du « travail numérique » gratuit des usagers, mais de la rente payée par les annonceurs.

Comme le rappelle Nick Srnicek, la « main-d'oeuvre gratuite » que seraient les usagers des plateformes numériques n'est qu'une source parmi beaucoup d'autres de la production de données^[5]. De plus, se demande Srnicek, si les interactions sociales sur Internet peuvent être assimilées à une forme de travail, où sont les contremaîtres ? Comment mesurer le temps de ce travail ? Quelles sont les formes de rationalisation du procès de production ?

Les débats plus ou moins métaphysiques autour du « travail des usagers » d'Internet masquent paradoxalement le vrai travail derrière les plateformes : celui des micro-travailleurs, documenté récemment par Antonio Casilli, rémunérés quelques centimes pour des micro-tâches pourtant nécessaires au bon fonctionnement des algorithmes^[6].

Ces critiques adressées aux tenants de la fin du travail, qu'ils soient de gauche ou de droite, sont salutaires. Néanmoins, nous ne partageons pas son propos lorsqu'il affirme que certaines plateformes pourraient jouer un « rôle social et écologique utile » (p. 93), telles que Airbnb ou BlaBlaCar.

D'une part, celles-ci favorisent l'extension de la marchandisation à certains aspects de la vie quotidienne, tels que le partage de trajets de voiture ou du logement, et plus récemment les « expériences » telles qu'une soirée passée entre amis ou des rituels religieux indigènes.

D'autre part, loin de se placer dans une démarche de partage, les individus qui vendent des services à travers ses plateformes cherchent à trouver une source de revenus afin de pallier les bas salaires^[7]. Enfin, les plateformes peuvent avoir des effets pervers néfastes, comme c'est le cas d'AirBnb, qui contribue à vider les centre-ville de leurs habitants^[8].

Les erreurs de la gauche sur le travail

Deux courants dans la gauche se partagent le discours sur le travail : un courant productiviste et partisan de l'organisation scientifique du travail, et un courant coopératif-autogestionnaire soucieux de la démocratie au travail.

Pour Thomas Coutrot, cette division renvoie à une tension présente chez Marx entre une approche émancipatrice et une approche critique du travail. Pour un premier Marx, débarrassé de la division du travail, le travail permettrait le développement des facultés humaines, tandis que pour un second Marx, le travail serait le propre du règne de la nécessité, ce qui fait de la lutte pour la réduction du temps de travail le cœur des luttes de travailleurs. C'est principalement ce dernier Marx qui a été lu par la gauche au XX^e siècle.

Ainsi, Robert Linhart a bien montré comment la jeune Russie soviétique a embrassé le taylorisme, vu comme un moyen de sortir le pays du marasme économique et comme un moyen de rattraper le « retard » économique du pays^[9]. En Europe de l'ouest, le mouvement communiste s'aligne sur Moscou et défend que l'OST est un système profitable au mouvement ouvrier parce qu'il égalise les conditions de travail :

« L'abolition de la liberté dans le travail annonce le triomphe de la liberté dans la société... » (p. 106).

Ni la gauche productiviste, ni la gauche autogestionnaire ne se sont posés sérieusement la question de l'organisation du travail, de son contenu et de la démocratie dans la production. Néanmoins, Thomas Coutrot rappelle que certains courants du patronat ont, eux, voulu repenser l'organisation du travail autrement que dans les principes tayloriens^[10]. L'école des ressources humaines en est un des principaux exemples.

Les expériences menées par Elton Mayo dans ce cadre-là montrent qu'accorder de l'attention aux ouvriers fait augmenter la productivité au travail. De même, le psychologue Kurt Lewin démontre que lorsque les travailleurs décident des modalités d'organisation de la production, ces décisions peuvent être meilleures que celles du management. Plus récemment, le discours sur l'« entreprise libérée » a voulu s'ériger comme une alternative au *lean management* et à ses conséquences néfastes sur les salariés.

Réduction des prérogatives de l'encadrement, plus d'autonomie dans le cadre du travail et plus de responsabilités pour les salariés sont quelques unes des caractéristiques de ces « entreprises libérées ». Toutefois, la parole des salariés n'est « libérée » que dans la mesure où elle est convergente avec les intérêts des actionnaires. En effet, la plupart des modèles alternatifs de l'entreprise se heurtent au pouvoir actionnarial. Dans les différents exemples étudiés par l'auteur, « l'asymétrie demeure entre capital et travail » (p. 192). Cependant, ces différents modèles managériaux représentent pour Coutrot « une percée non négligeable » pour penser une organisation démocratique du travail.

Quelle politique pour le travail ?

Dans la dernière partie de l'ouvrage, Thomas Coutrot propose une *politique du travail*. Le mouvement ouvrier (partis et syndicats) auraient accordé peu d'attention à la question du contenu du travail lui-même. Il aurait été incapable de penser un travail qui ne soit pas le « travail en miettes », se focalisant plutôt sur le prix de la subordination salariale et – au plus fort de son pouvoir – sur le temps de travail. Comment expliquer ceci ?

Pour l'auteur, les raisons de l'incapacité de la gauche à penser un autre travail sont avant tout théoriques. S'appuyant sur la relecture de Marx par Moishe Postone, il affirme que la gauche serait demeurée prisonnière d'une conception du travail et du capitalisme où les deux sont imbriqués : le travail dépend de la croissance du capital et le travailleur dépend du capitaliste pour sa survie. Le travail, au lieu d'être à la source du dépassement du capitalisme, est un de ses principaux rouages. En outre, en devenant abstrait, le travail domine le travailleur de manière impersonnelle et objective.

Thomas Coutrot rejoint ainsi une longue tradition de travaux de « critique du travail »^[11]

pour qui le mouvement ouvrier, y compris ses courants révolutionnaires, sont prisonniers de l'abstraction du travail. Les « États ouvriers » du XXe siècle, tout en n'étant plus des économies capitalistes, n'auraient pas aboli l'abstraction du travail. Au contraire, ils l'auraient poussé toujours plus loin.

La démocratie politique et la démocratie économique (c'est-à-dire la démocratie dans les lieux de travail) semblent antinomiques dans le discours dominant. La première s'arrêterait aux portes des entreprises au nom de l'efficacité économique. Or l'auteur rappelle que non seulement les informations circulent plus librement dans une organisation horizontale, mais plus une organisation est égalitaire, plus elle est efficace. De plus, l'autoritarisme de la sphère économique se déverserait dans la sphère publique. Moins un salarié a de l'autonomie dans son travail, moins il participe à la vie publique de sa communauté.

Quelques travaux ont commencé à évoquer le lien possible entre la montée de l'extrême droite et les transformations du travail^[12]. Thomas Coutrot va dans le même sens en comparant le vote pour le Rassemblement national et l'autonomie au travail dans les communes qui ont le plus voté pour Marine Le Pen. Plus qu'une quelconque « insécurité culturelle », ce serait l'insécurité économique et les conditions de travail dégradées du salariat populaire qui favoriseraient l'abstention et la montée de l'extrême droite.

Les propositions de l'auteur suscitent néanmoins la circonspection sur plusieurs points. Il met en avant à plusieurs reprises le fait que les organisations horizontales sont plus efficaces économiquement. Pourtant, la recherche de cette efficacité économique ne peut être justifiée que dans le cadre de la concurrence entre entreprises. Une véritable critique du travail abstrait ne devrait-elle pas plutôt défendre précisément la recherche d'autres finalités ?

S'il faut défendre les effets qualitatifs du travail sur le monde social et non pas une entreprise guidée exclusivement par la recherche de profits, cela ne peut qu'entrer en contradiction avec l'existence d'actionnaires et de propriétaires des entreprises. De même, malgré les exemples nombreux qu'il développe, Thomas Coutrot ne dit rien sur la manière dont des îlots d'organisations horizontales peuvent et pourraient survivre dans un océan de travail abstrait.

Au lieu de démocratiser le travail en démocratisant la société, il faudrait d'abord chercher à démocratiser le travail – en transformant les usines en des laboratoires de participation démocratique – afin de démocratiser la société. Or, les propositions de l'auteur semblent largement insuffisantes pour pouvoir instituer une véritable politique du travail. Pour lui, il faudrait que le comité d'entreprise (devenus aujourd'hui le comité social et économique) dispose d'un droit de veto sur les décisions de l'entreprise, ou que celui-ci négocie avec les actionnaires « un accord pérenne sur les missions fondamentales de l'entreprise » (p. 289).

Pourtant, pour rappel, l'histoire de la représentation des salariés en entreprise montre qu'il n'y a jamais eu de véritable modèle de « contrôle ouvrier » en France, à part des rares exceptions (comme les délégués ouvriers à la sécurité dans les mines à la fin du XIX^e siècle)^[13], le patronat voyant d'un très mauvais œil tout regard porté par les salariés sur l'organisation du travail. L'auteur lui-même affirme que « [les institutions] du capitalisme ont pour propriété fondamentale d'enserrer le travail vivant dans la poigne de fer de la valeur abstraite » (p. 281). Ainsi, la gouvernance démocratique de l'entreprise que l'auteur appelle de ses vœux semble incompatible avec l'existence même de patrons et d'actionnaires.

Démocratiser la société en démocratisant le travail ne peut pas se limiter à réduire le temps de travail. Il faut aussi changer « la manière dont le temps s'écoule dans le travail », comme dit Simone Weil citée par Coutrot. Mais la place que ce dernier accorde aux revendications sur le temps de travail peut étonner. Souvent, l'organisation du temps de travail ne se limite pas à une simple bipartition entre le temps de travail et le hors travail, entre un temps soumis à l'organisation scientifique du travail et un temps dégagé du travail. Les transformations du temps de travail font que celui-ci doit être pensée plutôt dans un cadre temporel plus large qui inclut le temps hors travail et d'autres temporalités sociales.

Pour beaucoup de salariés, la journée de travail n'a tout simplement plus de sens. Les modifications du temps de travail ces dernières années vont dans le sens d'une flexibilité et d'une disponibilité temporelle accrue, transformant le temps hors travail en un temps potentiellement travaillé selon le besoin des entreprises. En ce sens, les revendications sur le temps de travail ne se réduisent pas à demander de réduire le temps pendant lequel on est soumis à l'autorité patronale, mais aussi à demander que le travail ne s'approprie pas librement les corps et les esprits.

Enfin, pour Thomas Coutrot, des résistances à l'abstraction du travail existent, notamment le travail collaboratif et le *care*. Le travail collaboratif, porté par les communautés de hackers, ont donné lieu à des expérimentations intéressantes d'organisation horizontale du travail. Certaines expériences de travail collaboratif peuvent donner naissance à des communs, c'est-à-dire à des expériences collective de partage autour de règles plus ou moins explicites^[14].

Quant à l'éthique du *care*, celle-ci est aux yeux de l'auteur une autre forme de résistance à l'abstraction du travail. Il en appelle à sa reconnaissance et à sa démocratisation. Pourtant, comment le *care* peut-il résister à sa mise en vente dans le cadre du marché du travail sous la forme des nouveaux emplois féminisés du tertiaire – donc à sa domination par le travail abstrait –, sans que cela implique un retour du *care* à la sphère domestique ?

L'ouvrage de Thomas Coutrot est une intervention importante dans les débats sur la place du travail dans la société. Les réformes gouvernementales des dernières années vont dans le sens d'une auto-régulation de l'entreprise, renforçant les prérogatives patronales dans l'organisation du travail. Avec l'idée de démocratiser le travail, en transformant les lieux de travail en des laboratoires de démocratie, il réhabilite une tradition injustement oubliée du mouvement ouvrier.

De plus, à contre-courant des forces politiques qui annoncent de manière rituelle la fin du travail, Coutrot place le travail au centre de la société. Cette centralité est pour lui d'ordre anthropologique. Le travail « est à l'origine du lien social » (p. 27) parce que c'est la coopération dans le travail qui crée ce lien. Malgré le malheur qu'il provoque aujourd'hui (licenciements, chômage, *burn out*, etc.), le travail continue de faire société. Peut-être faut-il se saisir de cette centralité pour en faire un levier de transformation de la société.

Notes

^[1] Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail.

^[2] Juan Sebastian Carbonell, 2018, « La sociologie implicite du Comité invisible », *L'Homme & la Société*, n° 208, p. 249-268.

^[3] Michael Heinrich, 2013, « The 'Fragment on Machines' : A Marxian Misconception in the *Grundrisse* and its Overcoming in *Capital* », in Bellofiore Riccardo, Starosta Guido et Thomas Peter D. (dir.), *In Marx's Laboratory. Critical Interpretations of Grundrisse*, Leiden, Brill, p. 197-212.

^[4] Kylie Jarrett, 2018, « Des salaires pour facebooker » : du féminisme à la cyber exploitation – entretien avec Kylie Jarrett », *Période* : URL : <http://revueperiode.net/des-salaires-pour-facebooker-du-feminisme-a-la-cyber-exploitation-entretien-avec-kylie-jarrett/>

^[5] Nick Srnicek, 2018, *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*, Lux Éditeur.

^[6] Antonio A. Casilli, 2019, *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Éditions du Seuil.

^[7] Alexandra J. Ravenelle, 2017, « Sharing economy workers: selling, not sharing », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, Volume 10, Issue 2, p. 281-295, <https://doi.org/10.1093/cjres/rsw043>

^[8] Johanna Dagorn, Matthieu Rouveyre, 2018, « La mixité sociale en prise avec la réalité AirBnb », Fondation Jean Jaurès.

^[9] Robert Linhart, 2010[1976], *Lénine, les paysans*, Taylor, Éditions du Seuil, Paris.

^[10] L'auteur rappelle aussi que ce n'est pas un quelconque altruisme qui motive l'« humanisation » du taylorisme, mais parce que les grèves ouvrières le poussent le patronat à agir ou parce qu'il cherche des nouveaux moyens d'accroître la productivité du travail.

^[11] Alastair Hemmens, 2019, *The Critique of Work in Modern French Thought. From Charles Fourier to Guy Debord*, Palgrave Macmillan.

^[12] Violaine Girard, 2013, « Au-delà du vote FN. Quels rapports à la politique parmi les classes populaires périurbaines ? », *Savoir/Agir*, vol. 26, no. 4, p. 23-27.

^[13] Jean-Pierre Le Crom, 2003, *L'introuvable démocratie salariale : le droit de la représentation du personnel dans l'entreprise, 1890-2002*, Paris Syllepse.

^[14] Cette théorie, quoique séduisante, est mal illustrée par l'auteur. Il prend pour la gestion de la mairie de Barcelone par Ada Colau comme un exemple de défense des communs, gestion critiquée par les mouvements sociaux à la gauche de Podemos.